

**SERVICE COMMUN - SERVICES OPERATIONNELS
PARC AUTOMOBILES ET ESPACES VERTS**

**Convention constitutive du service commun
Entre
La Commune de GRASSE
et
la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**

ENTRE LES SOUSIGNEES :

La Commune de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 000 18 dont le siège est situé Place du Petit Puy 06130 GRASSE et représentée par Madame Valérie COPIN, agissant au nom et pour le compte de la Commune, habilitée à signer les présentes en vertu d'une délibération n°.....prise en date du 6 décembre 2022 , visée en préfecture de Nice le

Dénommée ci-après, « **la Commune** »,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Séward 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilitée à signer les présentes en vertu d'une délibération n° DL2022_XXX du conseil communautaire prise en date du 15 décembre 2022, visée en Préfecture de Nice le.....

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

Ci-après désignées ensemble, « **les parties** » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5211-4-2 et D 5211-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2022_086 instituant le pacte de gouvernance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment les principes et les perspectives de mutualisation ;

Vu la délibération n°DL2022_123 du 30 juin 2022 portant sur la mise à disposition d'une partie des services techniques à titre provisoire, entre la commune de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° 2022_XXX, du conseil communautaire prise en date 15 décembre 2022 ;

Vu la délibération n° XXXX du conseil municipal prise en date du 06 décembre 2022 ;

Vu l'avis du comité technique de la Commune de Grasse en date du 29 novembre 2022 ;

Vu l'avis du comité technique de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en date du 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la fiche d'impact décrivant les effets sur l'organisation et les conditions de travail pour les agents du service Commun opérationnels parc automobile et espaces verts mis en communs par la ville de Grasse annexée à la présente convention ;

PREAMBULE

Dans le cadre du pacte de gouvernance, la CAPG et ses communes membres se sont engagées dans une démarche de développement des mutualisations de services dont l'objectif est d'étendre des pratiques partagées plus collaboratives et efficaces entre les services communaux et communautaires ;

Une des orientations inscrites dans ce pacte, a été d'amorcer une nouvelle étape structurante de mutualisation, en mettant en commun les équipes des services techniques de la commune de Grasse et la CAPG. L'objectif étant de disposer de moyens communs optimisés entre les deux entités, dont les résultats attendus sont la réalisation d'économies d'échelles, l'optimisation des ressources, des moyens et une cohérence d'ensemble d'intervention notamment sur des compétences partagées.

A l'issue des travaux démarrés en 2021 sur un projet de mutualisation des services techniques et aux termes du processus de concertation, il a été décidé de créer un deuxième service commun- services opérationnels incluant le parc automobile et les espaces verts, mais pour lequel il est proposé un portage ville de Grasse, conformément aux dispositions de l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de ce même article, une convention doit être formalisée afin de fixer les modalités de création et fonctionnement de ce service commun, notamment, régler les effets sur la situation des agents, la gestion du service, les modalités de remboursement ainsi que les conditions de suivis desdits services.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir le service mis en commun et décrire les effets de sa création sur les conditions de travail des agents qui y sont intégrés conformément à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle fixe les modalités de mise en œuvre du service commun, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité du service et traite les aspects financiers de cette création.

ARTICLE 2 : PERIMETRE ET MISSIONS DU SERVICE COMMUN

Après avoir recueilli les avis des instances consultatives de la CAPG et de la commune de Grasse, par la présente convention, les parties décident de créer un service commun-services opérationnels, placé auprès de la commune de Grasse.

Ce service sera composé des fonctionnaires et agents contractuels de chacune des parties à la convention qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service ou partie du service mis en commun.

2.1 Périmètre

La Commune de Grasse et la CAPG décident de mettre en commun les services opérationnels suivants :

- Service parc automobile
- Service espaces verts

2.2 Missions mutualisées

Le service commun- services opérationnels, est notamment chargé des missions suivantes :

- Le parc automobile est chargé de la gestion de l'ensemble du parc des véhicules et matériels roulants. A ce titre, il est le garant du bon fonctionnement de ces équipements et veille au maintien de la fiabilité technique de tous les véhicules. Ses principales missions sont les suivantes :
 - Planification du renouvellement du parc,
 - Gestion des opérations de réparations et d'entretien,
 - Suivi des visites techniques réglementaires.
- Le service des espaces verts est chargé de mettre en œuvre une politique paysagère prospective pour offrir au public un patrimoine vert et paysager de qualité. Ses principales missions sont les suivantes :
 - Protection de la qualité des sites et prévention de la sécurité,
 - Entretien général en fonction des qualités paysagères et écologiques des sites,
 - Création d'espaces paysagers.

2.3 Composition

Le service commun est composé au jour de sa création de 36 agents, décomposé comme suit :

- Pour le parc automobile :
 - ✓ Pas d'agent de la CAPG affectés à 100% de leur temps de travail au service commun ;

- ✓ 7 agents de la commune de Grasse affectés à 100% de leur temps de travail au service commun
- Pour le service espaces verts :
 - ✓ Pas d'agent de la CAPG affectés à 100% de leur temps de travail au service commun ;
 - ✓ 29 agents de la commune de Grasse affectés à 100% de leur temps de travail au service commun

Il est à noter qu'aucun agent de la CAPG ne sera transféré à la commune de Grasse, car au jour de la création de ce service commun, aucun effectif communautaire n'exerce de missions en lien avec le périmètre mutualisé.

La liste des emplois composant ces services communs est retracée dans une fiche d'impact par service, jointe en annexe de la présente convention.

Ils seront placés sous l'autorité hiérarchique du Directeur générale des services techniques et de directeurs de service concerné conformément à l'organigramme joint **en annexe 1** de la présente convention.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS

Le service commun services opérationnels est géré par la commune de Grasse et lui est rattaché.

Conformément à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), les fonctionnaires et agents non titulaires de la commune de Grasse qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou partie de service en commun sont transférés de plein de droit à la Commune de Grasse.

En application de ce même article, les fonctionnaires ou agents non titulaires qui remplissent en partie leurs fonctions dans un service commun, sont de plein droit mis à disposition, sans limitation de durée, à titre individuel, de la CAPG pour le temps de travail consacré au service commun. Leur situation est régie par une convention spécifique de mise à disposition.

Les agents sont individuellement informés de la création du service commun dont ils relèvent mais ne peuvent s'opposer à ce transfert ou à la mise à disposition conformément au L5211-4-2 du CGCT.

Pour les agents concernés par un transfert, ceux-ci sont transférés en vertu du premier alinéa du présent article et conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-83 du 26 janvier 1984 portant disposition statutaire relative à la fonction publique territoriale.

Il est à noter qu'aucun agent de la CAPG n'effectue ni l'intégralité ou partie de mission affectée aux missions du présent service commun.

En application de l'article L5211-4-2 alinéa 5 du CGCT, une fiche d'impact est annexée à la convention, présentant les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents.

Cette fiche est **présentée en annexe 2.**

ARTICLE 4 : GESTION DU SERVICE COMMUN

Les agents fonctionnaires et agents non titulaire qui exercent en totalité leur fonction dans le service commun ou partie de service, sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la commune de Grasse.

4.1. Pouvoir de l'autorité gestionnaire

La commune de Grasse, autorité gestionnaire, dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Dans ce cadre, le maire de la commune de Grasse, dispose du pouvoir d'évaluation des personnels mis en commun. Un rapport sur la manière de servir de l'agent transféré est établi au sein de la CAPG si celle-ci le souhaite. Ce rapport assorti le cas échéant pour les fonctionnaires d'une proposition d'évaluation est transmis au maire de la commune de Grasse qui établit cette évaluation.

Le pouvoir disciplinaire relève du Maire de la commune de Grasse, mais sur ce point le CAPG peut émettre des avis ou des propositions.

Les agents seront également rémunérés par la commune de Grasse.

La commune prend en charge l'organisation générale du fonctionnement du service commun. Elle fixe les conditions de travail des personnels transférés et prend les décisions relatives aux congés annuels et en informe la CAPG qui sur ce point émette des avis.

La commune délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale, après avis de la CAPG si celle-ci en formule la demande.

4.2. Modalité d'exécution des missions

Le Maire de Grasse prend en charge l'organisation générale du fonctionnement du service commun. Les évolutions ainsi que toutes modifications fonctionnelles du service mis en commun sont sous son entière responsabilité.

Il appartient à l'ensemble du personnel constituant le service commun, indépendamment de sa collectivité d'origine, de ses statuts, d'effectuer des missions pour le compte de la commune de Grasse et de la CAPG.

Toutefois les agents mis en commun peuvent être amenés à travailler prioritairement sur le territoire de leur commune d'origine.

ARTICLE 5 : DELEGATION DE SIGNATURE

Le Président de la CAPG ou le maire de la commune signataire de la convention, chacun pour ce qui le concerne, peut donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au directeur du service commun pour l'exécution des missions qui lui sont confiées avec les conséquences de droit qui y sont attachées.

ARTICLE 6 : MISE A DISPOSITION DES BIENS -VEHICULES

Les biens affectés au service commun restent acquis, gérés et amortis par la Commune, même s'ils sont mis à la disposition de la CAPG.

ARTICLE 7 : CONTRATS-MARCHES-CONVENTIONS

Les marchés, contrats et conventions liés à l'activité du service commun restent à la charge de la commune de Grasse pour ceux qui concernent les interventions sur le patrimoine ou les projets de la commune.

De la même manière, les marchés, contrats et conventions liés à l'activité du service commun restent à la charge de la CAPG pour ceux qui concernent les interventions sur le patrimoine ou les projets de la CAPG.

Dans le cas d'une utilisation de ces prestations par les services communs, la Commune sollicitera le remboursement à la CAPG et inversement.

La Commune pourra toutefois procéder à la passation de marchés publics pour des besoins relevant de l'activité des services communs indifféremment des interventions ou projets.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Les agents transférés agiront sous la responsabilité de la Commune.

Les sommes exposées au titre de cette gestion commune relèvent des remboursements de frais visés à l'article 9 de la présente convention.

En cas d'affectation partielle d'un agent à un service commun, les agents mis à disposition agiront sous la responsabilité de la commune lorsqu'ils rempliront leur fonction au sein du service commun et sous la responsabilité de leur structure d'origine pour les fonctions pour lesquelles ils n'ont pas été mis à disposition

En cas de faute lourde commise par l'un des parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité d l'autre partie, après avoir tenté toute démarche amiable utile dont la saisine du comité de technique de l'article 7 et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévue à l'article 12 des présentes.

ARTICLE 9 : CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

9.1. Détermination du coût unitaire de fonctionnement

Le remboursement par la CAPG à la Commune se réalise en application du décret D.5211-16 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le remboursement des frais de fonctionnement du service commun s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement définies par la CAPG et la commune.

Les charges prises en compte sont bien définies et sont concernées, les charges liées au fonctionnement du service et en particulier : les charges de personnel (rémunération des agents, régime indemnitaire et autres primes), les fournitures utilisées, le coût de renouvellement des biens, les contrats de services rattachés. D'autres dépenses pourront être comprises dans le coût unitaire, à condition que les deux parties l'acceptent par voie d'avenant.

9.2. Détermination des unités de fonctionnement

La convention définit la méthode retenue pour la détermination du coût unitaire de fonctionnement et comprend une prévision d'utilisation du service commun exprimée en unités de fonctionnement.

Il est convenu que l'unité de fonctionnement s'effectuera sur la base des prestations réalisées au réel, main d'œuvre, pièces et fournitures, pour le compte de la CAPG par la commune signataire.

Un état annuel devra dresser la liste des recours au service commun, convertis en unités de fonctionnement, sur la base des états mensuels dressés par le chef du service commun.

9.3. Délai de calcul du montant de remboursement

Le coût unitaire est défini à partir des dépenses du dernier compte administratif, actualisé des modifications prévisibles de l'année d'exercice au vu du Budget primitif. Il est porté à la connaissance de la collectivité chaque année avant le vote du budget. Le nouveau coût unitaire de l'année sera notifié à la commune par courrier.

9.4. Délai de remboursement

Le remboursement prévu au présent article s'effectuera annuellement à compter de la date de notification du montant du remboursement aux parties à la convention.

Le remboursement des frais s'effectue chaque année sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service commun convertis en unités de fonctionnement.

9.5. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et les dépenses spécifiques des services municipaux et communautaires restent à la charge exclusive de la partie demandeur.

ARTICLE 10 : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DU SERVICE COMMUN

Un suivi de l'application de la présente convention pourra être mis en place afin d'examiner les effets de cette mise à dispositions. Il peut être assuré par un comité de suivi composé de représentants de chacune des collectivités parties à la présente convention.

ARTICLE 11 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023 pour une durée illimitée. Elle prendra fin de plein droit en cas de disparition du service commun.

ARTICLE 12 : DISPOSITIF DE REVISION

Une révision du domaine mutualisé et/ou des niveaux de services assurés par la Commune pour le compte de la partie signataire peut être envisagée par les parties. Elle devra faire l'objet d'une négociation qui prendra notamment en compte l'évolution de l'impact sur les ressources et moyens et la capacité de la Commune à les prendre en compte. Cette évolution pourra déboucher sur une révision des modalités de remboursement. Toute révision se concrétisera par un avenant.

ARTICLE 13 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant, dûment approuvé et signé par les parties

ARTICLE 14 : RESILIATION – DENONCIATION

La présente convention pourra être dénoncée unilatéralement par l'un des parties, par délibération de son organe délibérant, pour un motif lié à la bonne organisation des services de la collectivité, notifiée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne pourra avoir lieu que dans le respect d'un préavis de 6 mois avant l'entrée en vigueur de la dénonciation.

Dans cette hypothèse, les parties se rapprocheront afin d'évaluer les modalités de résiliation de la convention notamment les modalités de retour du personnel dans la

commun d'origine ainsi que dans la détermination des montants des éventuels remboursements.

De même les contrats éventuellement conclus par la Commune pour des biens ou des services transférés ou mis à disposition pourront être transférés à la partie concernée pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée au bon soins de la Communauté dans les contrats conclus par elle pour les services faisant l'objet des présentes.

ARTICLE 15 : LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLES

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges, sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L211-4 du code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Annexes :

- Organigramme du service commun (annexe 1)
- Fiches d'impacts sur les effets de la mise en commun du service (annexe 2/ 2.1 et 2.2)

Fait à Grasse, le XXXXXX

Fait en deux exemplaires originaux.

**Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse,**

Le Président,

Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

Pour la Commune de GRASSE,

La Première Adjointe au maire,

Valérie COPIN